



Institut
EGA

Policy paper

L'élection de Karol Nawrocki : quel impact sur la trajectoire européenne de la Pologne ?

Kérian Button
Directeur du département Europe
Institut d'études de géopolitique appliquée



07.08.2025



SOMMAIRE

Résumé exécutif

3

Une élection révélatrice d'une polarisation politique
considérable

4

Vers des lignes de fracture inévitables ?

6

Quelle trajectoire institutionnelle pour la Pologne ?

12

Recommandations

14

● Résumé exécutif

L'élection de Karol Nawrocki à la présidence de la République polonaise le 1er juin 2025, face à un gouvernement dirigé par Donald Tusk, ouvre une nouvelle phase de cohabitation au sommet de l'État. Investi dans ses fonctions le 6 août 2025, le nouveau président incarne un tournant politique dans un contexte national et européen tendu. Bien que la Constitution polonaise limite les prérogatives présidentielles, le chef de l'État conserve un rôle stratégique dans trois domaines où les divergences politiques sont les plus vives : la sécurité, la diplomatie et l'immigration.

Toutefois, cette élection dépasse les clivages institutionnels. Elle s'inscrit dans un contexte européen marqué par la résurgence des droites nationalistes et souverainistes, illustrée par la réélection de Viktor Orbán en Hongrie, le retour au pouvoir de Robert Fico en Slovaquie, ou encore la possible revanche d'Andrej Babiš en République tchèque. La victoire de Nawrocki, obtenue avec un taux de participation particulièrement élevé, confirme une polarisation croissante : le vote urbain et progressiste s'est opposé à un électorat rural, jeune et masculin, séduit par les thématiques identitaires et sécuritaires.

Cette dynamique a été amplifiée par des interférences extérieures notables. Soutenu activement par l'entourage de Donald Trump, reçu à la Maison Blanche en pleine campagne, K. Nawrocki a bénéficié d'un appui politique symbolique fort de la part de figures du mouvement conservateur américain. Ce soutien a ravivé les tensions sur l'axe transatlantique, en politisant davantage l'ancrage atlantique de Varsovie.

La défaite de Rafał Trzaskowski constitue un revers stratégique pour le camp pro-européen, qui espérait stabiliser les institutions après des années de confrontation entre le président sortant Andrzej Duda et le gouvernement Tusk. Ce dernier devra désormais composer avec un président doté d'une posture probablement plus offensive, et résolu à remettre en cause les équilibres institutionnels actuels, voire à précipiter des élections anticipées.

Dans ce contexte, l'enjeu pour les partenaires européens et transatlantiques n'est pas de parier sur un renversement institutionnel, mais de prévenir les blocages, contenir les dérives et protéger les engagements européens et atlantiques de la Pologne. La cohabitation doit être gérée avec pragmatisme et lucidité.

Une élection révélatrice d'une polarisation politique considérable

L'élection présidentielle de juin 2025 a mis en lumière une profonde polarisation du paysage politique polonais. Dans un scrutin à fort taux de participation (71,63%), K. Nawrocki l'a emporté grâce au soutien d'un électorat majoritairement rural, jeune et masculin, mobilisé par des enjeux identitaires, sécuritaires et souverainistes. En face, les grandes villes ont massivement voté pour le candidat libéral pro-européen R. Trzaskowski, soutenu par la coalition au pouvoir. Cette division sociologique et territoriale, déjà perceptible lors des législatives d'octobre 2023, a pris une dimension nouvelle avec l'entrée en fonction d'un président conservateur face à un gouvernement centriste.

L'arrivée de Nawrocki au sommet de l'État modifie profondément les équilibres politiques sans nécessairement bouleverser le cadre constitutionnel. Cette nouvelle cohabitation, entre un gouvernement pro-européen et une présidence conservatrice, s'inscrit dans une séquence où les clivages institutionnels recoupent des fractures idéologiques durables. À l'échelle nationale comme européenne, elle fait émerger une configuration instable, dans laquelle les marges de manœuvre du président, bien que limitées, peuvent être mobilisées comme leviers d'obstruction politique.

Cette polarisation institutionnelle s'inscrit dans une tendance plus large en Europe centrale, où plusieurs États membres voient s'affronter des visions antagonistes de l'intégration européenne, de la souveraineté nationale et de l'État de droit. À l'inverse de la Roumanie, où l'élection du centriste Nicușor Dan en mai 2025 semble confirmer une certaine stabilité institutionnelle, la Pologne illustre une dynamique de confrontation durable entre institutions rivales, plus marquée qu'ailleurs dans la région.

Le soutien explicite dont a bénéficié Nawrocki à l'international, notamment de la part de l'administration Trump, souligne la propagation de ces clivages idéologiques. Pour le gouvernement de Tusk, cette séquence constitue un revers stratégique. Depuis son retour au pouvoir en octobre 2023, l'exécutif s'est efforcé de restaurer l'État de droit et de réengager la Pologne dans les grands projets européens, tout en étant fréquemment entravé par le président sortant Duda. L'élection de Nawrocki ne clôt pas cette période de tension institutionnelle mais est au contraire susceptible de l'amplifier. Plus idéologique, plus offensif et porté par une nouvelle légitimité électorale, Nawrocki pourrait recourir de manière fréquente au droit de veto et chercher à précipiter des élections législatives anticipées. Ce scénario marquerait une nouvelle étape dans la fragmentation du pouvoir en Pologne.

Vers des lignes de fracture inévitables ?

La cohabitation ouverte par l'élection de K. Nawrocki donne lieu à une configuration institutionnelle asymétrique, où le président dispose de prérogatives limitées mais politiquement significatives. Trois domaines apparaissent particulièrement exposés aux tensions : la sécurité, la diplomatie et la migration. Ces secteurs, à la fois sensibles sur le plan national et cruciaux pour les engagements européens de la Pologne, cristallisent les divergences entre le chef de l'État et le gouvernement. Chacun incarne une ligne de fracture potentielle, entre droit formel, usage stratégique des symboles et capacité de blocage.

Défense et sécurité : un pouvoir limité mais politiquement sensible

Si la Constitution polonaise accorde au gouvernement la compétence exclusive pour définir et conduire la politique étrangère, le président conserve un rôle non négligeable dans les affaires internationales. Il ratifie les traités, nomme les ambassadeurs (avec contreseing du Premier ministre) et représente l'État sur la scène diplomatique. Cette double légitimité institutionnelle peut alimenter, en contexte de cohabitation, des tensions sur la politique extérieure de la Pologne.

Durant la précédente cohabitation entre Tusk et Duda (2023-2025), plusieurs frictions ont illustré les limites de cette répartition de compétences. Le président Duda s'est opposé à certaines orientations du ministère des Affaires étrangères, en refusant par exemple d'accueillir des représentants étrangers critiques de la majorité parlementaire, ou en multipliant les déclarations unilatérales sur le soutien à l'Ukraine et sur les priorités diplomatiques de Varsovie. Il avait également critiqué l'accord énergétique signé avec Berlin et Paris, tout en cherchant à maintenir des liens privilégiés avec les États-Unis, y compris après l'élection de Joe Biden. Ces dissonances ont nourri une forme d'ambiguïté stratégique dans la politique extérieure de la Pologne, parfois perçue comme contradictoire au sein de l'Union européenne.

La présidence de Karol Nawrocki pourrait accentuer ce phénomène. Dès la campagne présidentielle, ce dernier a affiché sa proximité avec les cercles trumpistes américains : reçu à la Maison-Blanche par D. Trump, il a été publiquement soutenu par Kristi Noem, figure centrale du mouvement MAGA, qui a explicitement conditionné la solidité de l'alliance militaire américano-polonaise à l'élection de Nawrocki. Ce soutien inédit, en pleine campagne, a renforcé le positionnement atlantiste du président élu, qui s'inscrit davantage dans une logique bilatérale que multilatérale. Nawrocki a également exprimé sa réserve sur une éventuelle adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, rompant ainsi avec la ligne traditionnellement proactive de Varsovie en faveur de l'Ukraine.

Dans ce contexte, plusieurs scénarios sont envisageables. Le président pourrait chercher à construire une diplomatie parallèle, en multipliant les visites bilatérales sans coordination avec le ministère des Affaires étrangères, ou en s'illustrant dans des enceintes internationales à titre personnel. Il pourrait également tenter de freiner la participation polonaise à certaines initiatives européennes en matière de diplomatie commune, notamment dans les domaines de la sécurité, de la coopération au développement ou de la politique de voisinage. À l'image de son prédécesseur, il pourrait enfin exercer une influence symbolique sur les nominations diplomatiques, ralentir certaines accréditations ou bloquer des prises de position jugées trop intégrées au projet européen.

Ce risque de double discours stratégique est d'autant plus préoccupant que la Pologne joue un rôle central dans l'architecture de sécurité de l'Europe de l'Est. Alors que le gouvernement Tusk cherche à réinscrire pleinement Varsovie dans une dynamique de convergence avec Paris, Berlin et Bruxelles, K. Nawrocki pourrait alimenter une ligne de fracture entre institutions exécutives. Cette tension serait particulièrement visible sur les dossiers sensibles liés à la souveraineté ou au conflit russo-ukrainien. Elle pourrait aussi fragiliser la crédibilité de la diplomatie polonaise, voire nourrir les clivages internes à l'Union.

En somme, si le président ne dispose pas de leviers opérationnels directs en matière de politique étrangère, il conserve une capacité de blocage symbolique et un pouvoir d'influence non négligeable. Dans une séquence où la lisibilité diplomatique est primordiale, la cohabitation polonaise pourrait devenir un facteur de brouillage stratégique, tant pour les partenaires européens que pour les alliés transatlantiques.

Migration : un levier politique malgré l'absence de compétence directe

La politique migratoire polonaise relève principalement du gouvernement. Le Conseil des ministres détermine les orientations générales, mène les négociations européennes et pilote les instruments d'accueil, de régularisation ou d'expulsion. Le président n'exerce pas de compétences exécutives en la matière. Toutefois, en vertu de la Constitution, il dispose d'un droit de veto sur les lois adoptées par le Parlement, ce qui lui confère un levier politique indirect mais significatif.

Lors de la précédente cohabitation, le président Duda avait illustré cette capacité d'entrave. En 2024, ce dernier avait ainsi refusé de promulguer une loi gouvernementale visant à assouplir les procédures de régularisation pour les travailleurs migrants non européens. La même année, il avait fait de la campagne des élections européennes une tribune contre les « quotas migratoires » imposés par Bruxelles, en contradiction ouverte avec la ligne modérée défendue par Donald Tusk. Enfin, Duda avait publiquement soutenu plusieurs référendums locaux organisés par des collectivités conservatrices, opposées à l'accueil de réfugiés sur leur territoire, exacerbant les divisions internes à la Pologne sur un sujet politiquement sensible.

La situation à la frontière orientale avec la Bélarus, cristallisée par la construction d'un mur anti-migrants sous les gouvernements précédents, pourrait à nouveau être instrumentalisée. Dans un contexte de tensions hybrides, Nawrocki pourrait faire de cette frontière un théâtre médiatique de la souveraineté, entre dénonciation des ingérences russes et rejet du laxisme supposé des institutions européennes.

En mobilisant les réseaux du PiS (*Droit et justice*), les médias conservateurs et les relais d'opinion souverainistes, il renforcerait une pression politique constante sur le gouvernement, tout en s'affichant comme le défenseur des « valeurs nationales » menacées, selon lui, par l'Europe de l'Ouest.

Il est probable que cette stratégie trouve des relais dans la région. La Pologne de Nawrocki pourrait s'aligner davantage sur les positions anti-immigration de divers États, tels que la Hongrie de Viktor Orbán. Une telle convergence viendrait affaiblir l'unité européenne sur la réforme du droit d'asile, tout en compliquant la marge de manœuvre de Donald Tusk, engagé dans un dialogue constructif avec Bruxelles sur ce dossier.

En définitive, la politique migratoire représente un terrain de clivage symbolique, où le président peut, sans avoir besoin d'agir formellement, bloquer, retarder ou polariser. Ce champ pourrait devenir, à l'instar de la sécurité ou de la diplomatie, un levier stratégique de contestation et de mise en tension institutionnelle dans le cadre de la cohabitation à venir.

Diplomatie : entre posture symbolique et diplomatie parallèle

En matière de diplomatie, la Constitution polonaise consacre un partage asymétrique des compétences. Le président représente l'État à l'étranger, ratifie les traités internationaux (avec le contreseing du gouvernement) et nomme les ambassadeurs, sous réserve de l'accord du Premier ministre et du ministre des Affaires étrangères. Le pouvoir exécutif conserve néanmoins la main sur la ligne diplomatique, les négociations européennes et la conduite des affaires internationales via le ministère des Affaires étrangères.

Ce cadre formel, en apparence bien balisé, s'avère plus perméable en contexte de cohabitation. Lors de la précédente séquence, le président Duda s'était progressivement affranchi de la ligne gouvernementale.

Il avait organisé des rencontres diplomatiques parallèles avec Orbán et Trump, critiqué publiquement un accord énergétique signé entre Varsovie et Berlin, et adopté une posture plus réservée que le gouvernement sur le soutien à l'Ukraine. Ces initiatives avaient alimenté une cacophonie diplomatique, fragilisé la position de la Pologne dans les forums européens et exposé l'exécutif à une double lecture internationale.

Karol Nawrocki pourrait amplifier cette dynamique. Fort de son ancrage souverainiste et du soutien explicite reçu par Donald Trump, il pourrait chercher à imposer une diplomatie parallèle plus offensive, en s'appuyant à la fois sur ses déplacements, ses discours et l'instrumentalisation des symboles présidentiels. À travers des visites clivantes, des refus protocolaires ou des prises de position sur des sujets sensibles (Ukraine, OTAN, Russie), le président pourrait s'ériger en contre-pouvoir symbolique, contestant la diplomatie gouvernementale sans la contrecarrer institutionnellement.

Cette stratégie s'appuierait aussi sur un levier médiatique puissant. En relayant ses discours par le biais des réseaux conservateurs et les médias proches du PiS, K. Nawrocki pourrait inscrire sa vision des relations extérieures dans un récit politique nationaliste, contestant l'engagement européen du gouvernement. Ce dédoublement du discours diplomatique, institutionnel d'un côté, narratif et idéologique de l'autre, entretiendrait une confusion stratégique dommageable, tant à Bruxelles qu'auprès des partenaires transatlantiques.

Enfin, cette ligne présidentielle pourrait reconfigurer les équilibres régionaux. En se rapprochant des gouvernements souverainistes de Hongrie ou de Slovaquie, Nawrocki pourrait contribuer à diviser davantage les formats régionaux tels que le Groupe de Visegrád ou le Triangle de Lublin. À l'inverse, son hostilité présumée envers Paris et Berlin pourrait compliquer la relance du format Weimar, auquel Tusk accorde une importance stratégique.

Ainsi, si la présidence polonaise ne dispose pas de leviers diplomatiques directs, elle conserve un potentiel de perturbation élevé. Une diplomatie présidentielle dissidente, ancrée dans un récit souverainiste, affaiblirait la cohérence extérieure de la Pologne et risquerait, à terme, de marginaliser Varsovie dans les négociations régionales et multilatérales.

Quelle trajectoire institutionnelle pour la Pologne?

Un blocage institutionnel modéré

Dans ce scénario, Nawrocki adopte une posture d'opposition contenue. Il mobilise ponctuellement son droit de veto sur des lois emblématiques concernant des enjeux tels que la régularisation migratoire, les aides à l'Ukraine ou encore la communication budgétaire, sans chercher à paralyser systématiquement l'action du gouvernement. Ce mode opératoire, déjà expérimenté par Duda, se traduit par un ralentissement institutionnel, une incertitude juridique sur certains textes et une attention accrue aux signaux envoyés à l'électorat conservateur. Les frictions sont réelles, mais gérables dans les enceintes parlementaires. La politique étrangère de la Pologne demeure globalement lisible, même si elle est parfois brouillée par des désaccords symboliques. Le risque ici est celui d'un affaiblissement lent et discret de l'agenda réformateur de Tusk, sans basculement dans la confrontation ouverte.

Polarisation accrue et guerre de récits

Dans une version plus conflictuelle de la cohabitation, K. Nawrocki endosse le rôle de contre-pouvoir médiatique permanent. Il mobilise les relais conservateurs, les réseaux et les médias proches de la droite radicale pour contester l'action du gouvernement sur tous les fronts : diplomatie, migration, sécurité. Il multiplie les prises de parole, les déplacements clivants, les gestes symboliques tels que les refus de promulgation ou les discours souverainistes à l'étranger, tout en instrumentalisant la rhétorique nationale contre « l'agenda bruxellois » porté par Tusk. Dans ce scénario, la cohabitation devient une guerre d'usure narrative, qui accentue la fragmentation de l'espace public, crispe les partenaires européens et alimente les tensions internes. Cette logique pourrait viser à préparer le terrain à une dissolution ou à une alternance prématurée.

Résilience institutionnelle et neutralisation de l'action du président

Par analogie, il est possible que la dynamique s'inverse à moyen terme. Si Nawrocki échoue à mobiliser durablement l'opinion et si les institutions absorbent les tensions, la cohabitation pourrait déboucher sur une forme de résilience démocratique. Le gouvernement consolide sa légitimité au fil des succès parlementaires ou diplomatiques, la présidence est peu à peu cantonnée à un rôle secondaire, et les divergences restent marginalisées. Dans ce scénario, les partenaires européens et transatlantiques trouvent leurs interlocuteurs dans les ministères sectoriels, les canaux bilatéraux sont renforcés et la diplomatie polonaise reste alignée sur ses engagements européens. La Pologne poursuit alors sa trajectoire réformatrice, tout en contenant les dissonances liées à la cohabitation.

Assurer un dialogue direct et structuré avec les ministères sectoriels

Face à une présidence potentiellement dissidente, les partenaires européens et transatlantiques doivent privilégier les canaux bilatéraux techniques (Affaires étrangères, Défense, Intérieur) pour préserver la continuité des engagements de la Pologne.

Soutenir les collectivités locales et les acteurs pro-européens

Les municipalités, ONG et universités engagées pour les valeurs démocratiques doivent bénéficier d'un soutien renforcé par le biais d'instruments européens (fonds régionaux, Europe Créative, Erasmus+) pour ancrer la résilience au niveau local.

Encadrer la visibilité diplomatique du président

Afin de prévenir les prises de position dissonantes ou symboliques, les institutions européennes doivent clarifier les formats de représentation et veiller à la cohérence du message stratégique porté par Varsovie.

Renforcer la coopération militaire opérationnelle avec la Pologne

Dans un contexte de tensions internes, les alliés doivent veiller à sanctuariser les coopérations stratégiques via l'OTAN (exercices conjoints, commandement intégré, posture sur le flanc Est), tout en maintenant un haut niveau de coordination intergouvernementale.



Institut EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2025.

Institut d'études de géopolitique appliquée
121 rue du Vieux Pont de Sèvres 92100 Boulogne-Billancourt

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org